



## Déclaration de la Fondation Mo Ibrahim – COP28

—

Nous saluons le tout premier engagement explicite dans l'histoire des COPs pour une transition hors des énergies fossiles dans les systèmes énergétiques. Nous saluons également la reconnaissance de la nécessité de transitions justes, ordonnées et équitables, et la reconnaissance du rôle des énergies de transition. Cela permet de réconcilier objectifs climatiques et objectifs de développement s'agissant du continent africain, ainsi que nous le préconisons depuis longtemps, et comme l'a récemment souligné le Pacte de Paris pour les Peuples et la Planète.

Comme nous l'espérons, la COP28 a confirmé un intérêt global marqué pour les actifs verts de l'Afrique. L'engagement à augmenter les énergies renouvelables au niveau mondial, déjà souscrit au niveau du continent africain par le tout premier Sommet Africain sur le Climat organisé avant la COP28, est porteur de grands espoirs pour l'Afrique. Le continent possède un potentiel considérable d'énergies renouvelables et des minerais essentiels à la mise en place d'une économie verte mondiale – de nature à générer investissements, emplois locaux et développement. Mais la gouvernance doit être au cœur de la mise en œuvre de ce potentiel pour assurer qu'effectivement il favorise le développement économique et social de tous les habitants du continent.

Nous saluons également le fait que la COP28 reconnaisse le lien entre climat, sécurité alimentaire et santé, qu'il est essentiel de prendre en compte pour renforcer la résilience du continent face aux impacts du dérèglement climatique.

Si tout ceci mérite d'être salué, reste la question fondamentale du financement, en particulier en matière d'adaptation au dérèglement climatique. Si le Fonds de compensation est enfin opérationnel, un gouffre demeure entre les montants annoncés et les besoins. C'est peut-être un signal donné pour que l'Afrique sorte d'une dépendance exclusive aux partenaires externes et aux bailleurs, pour puiser dans ses ressources propres et monétiser judicieusement ses actifs verts.

« La COP28 a généré des opportunités importantes pour le continent africain et mis l'accent sur des priorités essentielles que nous défendons depuis longtemps. La nécessité cruciale pour le continent de concilier climat et développement a été enfin reconnue, avec la mise en place de transitions énergétiques justes et équitables.

L'accord de Dubaï ouvre aussi la voie à des opportunités d'investissement et d'emplois considérables autour des actifs verts de notre continent. Reste l'essentiel, le nerf de la guerre : qui va payer ? Car face à ces engagements majeurs, aucun engagement financier à ce stade. Le moment est sans doute venu pour notre continent de cesser de compter uniquement sur ses partenaires. Cessons d'attendre indéfiniment que le reste du monde se décide à agir, cessons de dépendre des autres pour notre propre développement. Désormais en route vers la COP29, nous continuerons plus que jamais de plaider pour un continent plus fort et plus autonome. »

**Mo Ibrahim, président et fondateur de la Fondation Mo Ibrahim**